



FICHE D'INFORMATION 2026

Mines terrestres : utilisation, contamination et dommages causés aux civils en Ukraine



Acronymes

Mines antipersonnel	Mines antipersonnel
Mines AV	Mines antivéhicules
CCW	Convention sur certaines armes classiques
REG	Restes explosifs de guerre
F-1	Grenade à fragmentation, modèle 1
HI	Humanité & Inclusion
HMA	Action humanitaire contre les mines
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
MBT	Traité d'interdiction des mines (Convention d'Ottawa, 1997)
MVT	Traumatisme lié aux mines et aux explosifs
ONG	Organisations non gouvernementales
PFM-1	Mine à pétales, mine antipersonnel conçue pour blesser des individus
PMN-4	Mine antipersonnel à pression, qui explose lorsqu'on marche dessus
POM-2	Mine antipersonnel dispersable, mine lancée à distance
PTM-3	Mine antivéhicule, conçue pour neutraliser ou détruire des véhicules
PTM-4	Mine antivéhicule, nouvelle variante ciblant les véhicules
RDNA5	Cinquième évaluation rapide des dommages et des besoins
RGD-5	Grenade à main de type à fragmentation, largement utilisée dans les arsenaux soviétiques/russes
RGN	Grenade offensive, conçue pour le combat rapproché
UANMAC	Centre ukrainien de lutte contre les mines
UXO	Munition non explosée
OMS	Organisation mondiale de la santé

L'utilisation et la contamination par les mines terrestres constituent l'un des défis les plus graves auxquels l'Ukraine est confrontée à la suite de l'invasion à grande échelle de la Fédération de Russie et du conflit en cours. Pratiquement toutes les zones récemment rendues accessibles contiennent de nombreux engins explosifs, allant des mines antipersonnel modernes à celles datant de l'ère soviétique, en passant par des engins improvisés. Selon les données officielles du gouvernement ukrainien, environ 132 076 km² de territoire restent potentiellement dangereux, soit près d'un quart de la superficie du pays. Cela fait de l'Ukraine l'un des pays les plus contaminés au monde. L'ampleur du problème est sans précédent : les mines terrestres et les restes explosifs de guerre bloquent l'accès aux logements, aux écoles, aux établissements médicaux, ainsi qu'aux terres agricoles, ce qui a un impact critique sur la sécurité alimentaire et la reprise économique. Pour la population civile cherchant à retourner dans les zones nouvellement accessibles, le risque d'explosion de mines reste une menace quotidienne, et pour l'État, un défi à long terme qui nécessite des efforts systématiques et à grande échelle dans le domaine du déminage humanitaire.

L'une des conséquences les plus tragiques de la guerre en Ukraine pour la population civile est la contamination des territoires par des munitions explosives, principalement des mines antivéhicules et des

. Leur élimination peut prendre des décennies : les substances explosives utilisées dans ces munitions ne se dégradent pas, et sur l'ensemble du territoire ukrainien, on continue d'enregistrer des incidents impliquant des munitions datant de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'ampleur du problème est sans précédent. Selon la Plateforme nationale d'action contre les mines « Demining Ukraine », en février 2026, environ **132 076 km² du territoire ukrainien sont exposés à un risque de contamination** par des mines et des restes explosifs de guerre, **soit près d'un quart de la superficie du pays**. Plus de **41 924 km² ont déjà été rendus sûrs¹**, mais une partie importante des territoires reste inaccessible en raison des hostilités en cours et de l'occupation d'environ 18 % du territoire national. Les régions les plus touchées : les régions de l'est et du sud (Kharkiv, Donetsk, Louhansk, Zaporijia, Kherson, Mykolaïv). C'est là que les combats les plus intenses et l'occupation la plus longue ont eu lieu, et dans certaines de ces régions, les combats et l'occupation se poursuivent encore aujourd'hui.

« Le déminage des mines antipersonnel et autres engins explosifs dans l'est et le sud de l'Ukraine pourrait prendre des décennies. Ces menaces continueront de mettre les civils en danger et de perturber leurs moyens de subsistance pendant des années. Pendant ce temps, les habitants de ces régions doivent continuer à vivre leur vie – cultiver leurs terres et envoyer leurs enfants à l'école – même si le danger des mines les entoure de toutes parts ». Anne Héry, directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles chez Humanité & Inclusion

1. L'utilisation des mines terrestres en Ukraine.

Les mines antipersonnel sont des engins explosifs conçus pour se déclencher en présence, à proximité ou au contact d'une personne. Leur objectif principal est de blesser ou de tuer des individus, et elles constituent une menace à long terme pour les civils, même des décennies après la fin des conflits. Le Traité d'interdiction des mines (Convention d'Ottawa, 1997) interdit l'utilisation, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel. **Les mines antivéhicules** sont conçues pour cibler des véhicules plutôt que des personnes. Elles ne sont pas couvertes par le Traité d'interdiction des mines, bien que leur utilisation soit réglementée par le droit international humanitaire.

Le problème des mines et des engins explosifs était déjà grave pour l'Ukraine avant même l'invasion russe à grande échelle, les hostilités se déroulant sur son territoire depuis 2014. Cependant, depuis février 2022, ce problème s'est considérablement aggravé. La zone des combats s'est considérablement étendue ; les combats eux-mêmes sont devenus plus difficiles et plus longs, et l'on utilise désormais une gamme d'armes beaucoup plus large, y compris des armes à sous-munitions.

« En Ukraine, j'ai constaté un déploiement beaucoup plus dense, en particulier des mines antivéhicules posées beaucoup plus près les unes des autres que ce à quoi on pourrait s'attendre normalement. Des mines antipersonnel ont également été posées en grand nombre, et cette tendance s'accroît, des rapports indiquant également que des drones sont utilisés pour larguer des mines antipersonnel. Il existe un mélange très complexe de

¹ Données issues de la plateforme Demine Ukraine ; les chiffres n'ont pas été vérifiés de manière indépendante et peuvent ne pas

refléter la situation la plus récente. Disponible sur : [Accueil | Demine Ukraine](#).

: des munitions anciennes combinées à des systèmes très modernes, y compris des technologies que nous n'avons jamais rencontrées auparavant dans le cadre d'opérations de déminage humanitaire. » Gary Toombs, Responsable des opérations techniques de déminage à l'échelle mondiale, Humanité & Inclusion

L'utilisation de mines terrestres par la Russie en Ukraine

La Russie, qui n'est pas partie au Traité d'interdiction des mines, utilise massivement des mines terrestres antipersonnel depuis l'invasion à grande échelle de 2022, causant des centaines de victimes et contaminant de vastes étendues de terrain. L'ampleur de la contamination par les mines et les engins explosifs en Ukraine représente l'utilisation la plus généralisée de mines antipersonnel depuis des décennies. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de documenter, d'étudier et d'attribuer de manière systématique l'utilisation continue de mines antipersonnel en Ukraine, compte tenu des preuves disponibles et du manque d'accès aux zones où des hostilités actives sont en cours. Cependant, les données existantes indiquent que **l'utilisation par la Russie de mines antipersonnel en Ukraine est généralisée, avec au moins 13 types de mines antipersonnel déployés**. Les marquages d'usine sur certaines des mines utilisées par la Russie montrent qu'elles ont été fabriquées à l'époque soviétique et plus tard en Russie ; certaines mines antipersonnel ont également été produites en Russie aussi récemment qu'en 2021.

Les forces russes ont également mis en place des pièges activés par la victime autour des positions qu'elles ont prises, occupées ou fortifiées. Ces pièges ont été fabriqués à partir de divers types de grenades à main équipées de fils-pièges, notamment des grenades F1, RGD5 et RGN. Les pièges peuvent fonctionner efficacement comme des mines antipersonnel lorsque le mécanisme de mise à feu est activé par la victime, ce qui signifie qu'ils peuvent être déclenchés involontairement par la présence, la proximité ou le contact d'une personne. Les forces russes, par le biais de publications sur les réseaux sociaux fin 2023 et en 2025, ont confirmé l'utilisation de drones pour déployer plusieurs types de mines terrestres, notamment

les mines antipersonnel PFM-1, POM-2 et PMN4, ainsi que les mines antivéhicules PTM-3 et PTM4⁽²⁾. En juin 2025, Human Rights Watch a signalé **l'utilisation par la Russie de drones quadricoptères armés pour terroriser les civils à Kherson**, en Ukraine³. L'ampleur de cette pratique s'accroît : des mines antipersonnel de type « papillon » sont camouflées et larguées depuis des drones directement dans les rues des villes. Des incidents ont été signalés non seulement dans le district de Dnipro, où de telles mines avaient déjà été découvertes, mais aussi dans le centre-ville et le district de Korabelnyi à Kherson.

Cette tendance démontre à la fois **l'ampleur de la production et du déploiement** – en puisant dans d'anciens stocks tout en poursuivant la fabrication moderne – et **la position de défiance** de la Russie à l'égard des normes humanitaires internationales. Bien qu'elle ne soit pas liée par la Convention d'Ottawa, la Russie est toujours partie à la Convention sur les armes classiques (CCAC) et à son Protocole II modifié, qui régleme les mines et les pièges. Ses actions constituent donc une **violation manifeste de ses obligations en vertu du droit international**, contribuant à des dommages civils généralisés et à une contamination à long terme sur l'ensemble du territoire ukrainien.

L'utilisation de mines terrestres antipersonnel par l'Ukraine et ses obligations conventionnelles

L'Ukraine est un État partie au Traité d'Ottawa. Cependant, depuis 2022, des indices et une série d'éléments laissent penser que l'Ukraine a également utilisé des mines antipersonnel, bien que l'ampleur de cette utilisation reste incertaine. L'Ukraine a hérité d'un

² Landmine Monitor 2025. Disponible à l'adresse : [Landmine-Monitor-2025-Final-Online.pdf](#)

³ Human Rights Watch, « La Russie utilise des drones pour attaquer des civils en Ukraine ». Disponible à l'adresse : [HRW_Ukraine: Russia Using Drones to Attack Civilians](#)

considérable de mines antipersonnel après l'effondrement de l'Union soviétique. Bien que l'Ukraine ait détruit plus de 3,4 millions de mines antipersonnel entre 1999 et 2020, y compris des mines PFM, elle a récemment déclaré disposer d'un stock de près de 3,4 millions de mines antipersonnel, qui sont donc disponibles pour être utilisées. L'Ukraine enquête toujours sur des informations selon lesquelles ses forces armées auraient utilisé des mines antipersonnel PFM1 lancées par roquette dans et autour de la ville d'Izium en 2022, alors que celle-ci était occupée par les forces russes⁴. En juin 2024, l'Ukraine a déclaré qu'elle respectait ses obligations internationales, y compris le Traité d'interdiction des mines, et qu'elle enquêtait sur l'utilisation éventuelle de mines antipersonnel par son personnel militaire. L'Ukraine a fait une déclaration similaire lors des réunions intersessionnelles du traité en juin 2025.

Les indices laissant supposer que l'Ukraine a utilisé des mines antipersonnel se multiplient, mais l'ampleur exacte de cette utilisation reste à déterminer. Le 20 novembre 2024, l'administration du président américain Joe Biden a annoncé le transfert de mines antipersonnel vers l'Ukraine, semblant ainsi renverser le moratoire américain de longue date sur l'exportation de mines antipersonnel, en vigueur depuis octobre 1992. Un transfert supplémentaire de mines antipersonnel a été annoncé le 2 décembre 2024. Aucune de ces annonces n'a précisé les types ni les quantités de mines antipersonnel transférées. L'Ukraine n'a pas fourni d'informations actualisées concernant l'enquête sur l'utilisation des mines lors des réunions ultérieures du Traité d'interdiction des mines.

Le 18 juillet 2025, l'Ukraine a notifié à l'ONU qu'elle avait décidé de « suspendre l'application » du Traité d'interdiction des mines. Or, le traité n'autorise pas les États parties à suspendre son application. Il n'autorise pas non plus les États parties à se retirer s'ils sont engagés dans un conflit armé.

La suspension des obligations de l'Ukraine au titre du Traité sur l'interdiction des mines porte atteinte au droit international humanitaire et crée un dangereux précédent⁵.

« L'Ukraine est confrontée à l'un des environnements de contamination les plus complexes et les plus denses que nous ayons observés dans les conflits modernes, et toute expansion de l'utilisation des mines antipersonnel ne fera qu'alourdir le fardeau humanitaire à long terme que le pays devra finalement résoudre. La contamination en Ukraine n'est pas seulement un problème de guerre, c'est un problème générationnel. Les décisions prises aujourd'hui auront une incidence sur la sécurité des civils, la reconstruction et la reprise économique pendant des décennies. » Gary Toombs, responsable des opérations techniques mondiales de dépollution des terres, Humanité & Inclusion

2. Victimes civiles

Incidence et conséquences pour les civils

À l'échelle mondiale, le **Landmine Monitor** rapporte systématiquement **qu'environ 90 % de toutes les victimes de mines terrestres et de restes explosifs de guerre (REG) sont des civils**. Ce chiffre est largement cité dans les plaidoyers humanitaires et la documentation des Nations unies. En Ukraine, cependant, **les statistiques nationales exhaustives sont encore incomplètes** en raison de la guerre en cours et de l'accès restreint à

⁴ Human Rights Watch, Ukraine : les mines terrestres interdites font des victimes parmi les civils (31 janvier 2023). Disponible à l'adresse : <https://www.hrw.org/news/2023/01/31/ukraine-banned-landmines-harm-civilians>

⁵ Human Rights Watch, « Remise en cause de la suspension par l'Ukraine du Traité d'interdiction des mines ». Disponible à l'adresse : [Challenging Ukraine's Mine Ban Treaty Suspension.pdf](#)

territoires occupés, et des retards dans la documentation. Cela signifie que nous ne pouvons pas encore produire une ventilation nationale par pourcentage totalement fiable. Les survivants souffrent souvent de blessures qui entraînent **un handicap à vie, limitant leur capacité à travailler, à subvenir aux besoins de leur famille et à participer pleinement à la vie communautaire**. Au-delà du traumatisme physique immédiat, la présence de mines perpétue la peur, restreint l'accès aux terres agricoles, aux écoles et aux services essentiels, et sape la reprise socio-économique dans les régions touchées.

Les statistiques relatives aux victimes de mines et d'engins explosifs en Ukraine ont connu des changements catastrophiques depuis le début de l'invasion à grande échelle. Du 24 février 2022 au 24 février 2026, **les mines et les restes explosifs de guerre ont tué 483 civils** (384 hommes, 53 femmes, 27 garçons, 5 filles, ainsi que 12 adultes et 2 enfants dont le sexe n'est pas encore connu) **et blessé 1 196 civils** (870 hommes, 125 femmes, 106 garçons, 25 filles, ainsi que 53 adultes et 17 enfants dont le sexe n'est pas encore connu)⁶. Les chiffres réels pourraient être nettement plus élevés en raison de l'accès limité aux territoires occupés et des retards dans la documentation.

« J'avais 20 ans lorsqu'une explosion s'est produite alors que je me rendais au travail par un chemin de campagne. En un instant, j'ai perdu la vue et mes deux jambes, et j'ai failli perdre la vie. Mais j'ai survécu – et maintenant, j'apprends à vivre à nouveau. » Yulia, survivante d'une mine antivéhicule, région de Kharkiv

Les traumatismes dus à l'explosion de mines (MVT) comptent parmi les plus complexes en médecine, car ils combinent des lésions mécaniques, thermiques et chimiques. Les blessures par éclats d'obus sont les plus courantes — environ 95 % des cas — et touchent les tissus mous, les organes internes et la tête. Les amputations de membres surviennent principalement lors de l'explosion de mines antipersonnel, telles que la PFM-1 « Petal ». Les traumatismes crânio-cérébraux représentent 15 à 17 % des cas, les lésions des organes internes dues au barotraumatisme environ 68 %, et les brûlures thermiques de la peau et des voies respiratoires jusqu'à 64 %. Ces données confirment que le TME est de nature multicomposante et entraîne des blessures graves et combinées qui nécessitent un traitement complexe et une rééducation à long terme⁷. Dans le **le système de soins médicaux d'urgence ukrainien reste soumis à une pression considérable en raison du conflit**. Depuis le début de la guerre à grande échelle le 24 février 2022, l'OMS a recensé au moins 2 881 attaques contre les infrastructures de santé en Ukraine, touchant le personnel de santé, les établissements, les ambulances et les entrepôts médicaux. Des milliers d'établissements de santé ont été endommagés ou détruits, ce qui a réduit les capacités de prise en charge des traumatismes.⁸ Les attaques contre les infrastructures de santé et les coupures d'électricité ont entravé la rapidité des interventions et des évacuations.

« Lorsque les traumatismes causés par l'explosion d'une mine entraînent un handicap, le processus de soutien psychologique devient beaucoup plus complexe. Pour ceux qui ont survécu à des amputations ou à de graves blessures physiques, accepter la nouvelle réalité de leur corps est extrêmement douloureux et souvent profondément déstabilisant. Les sentiments d'épuisement et de désespoir affectent non seulement les victimes elles-mêmes, mais aussi leurs familles. » Nataliia, psychologue, Humanité & Inclusion Ukraine

Pour **les personnes ayant acquis des handicaps permanents à la suite de blessures liées aux mines**, les défis vont bien au-delà des traumatismes physiques et psychologiques. Un

⁶ Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine, quatre ans après : fiche d'information (16 février 2026). Disponible à l'adresse : [2026-02-16 HRMMU Four Years On fact sheet 2.pdf](#)

⁷ [Analyse de la structure et des caractéristiques des blessures traumatiques chez les victimes de traumatismes de guerre | Medicini perspektivi](#)

⁸ [OMS Les attaques contre les services de santé ukrainiens ont augmenté de 20 % en 2025](#)

⁹ des villes ukrainiennes et surtout des zones rurales : le manque de transports publics adaptés, l'accès limité aux soins médicaux et aux services de réadaptation, ainsi que l'absence de possibilités de participer pleinement à la vie communautaire. Ces obstacles systémiques accentuent l'isolement et entravent le rétablissement, laissant les survivants aux prises non seulement avec les conséquences de leurs blessures, mais aussi avec des environnements qui ne favorisent pas leur inclusion¹⁰.

« Avant la guerre, je menais une vie active, nous étions heureux de notre vie quotidienne simple sur nos terres. J'aidais mes concitoyens, j'adorais pêcher, j'allais dans la forêt cueillir des champignons... Et maintenant, ma vie se limite en fait à quatre murs. J'ai perdu ma jambe, ma liberté de mouvement et la possibilité de faire ce que j'aimais. » Mykhailo, victime d'une mine à fragmentation (PFM1), région de Kharkiv

Derrière chaque chiffre ne se cache pas une simple statistique, mais une vie humaine, brisée à jamais ou déchirée. Ce sont des hommes et des femmes, des enfants et des personnes âgées, dont le destin a été anéanti en un instant, et dont la douleur des proches restera éternelle. L'ampleur réelle de la tragédie est bien plus grande, car l'accès aux territoires occupés est limité et l'enregistrement des cas est souvent retardé. Chaque cas non recensé est une nouvelle histoire de perte, une nouvelle preuve que la guerre continue de ravager des vies même là où les combats ont cessé.

Les mines et les engins explosifs sont des armes qui ne font pas la distinction entre militaires et civils. Elles continuent de tuer et de blesser longtemps après la fin de la guerre. **Il ne s'agit pas seulement d'un problème humanitaire, mais aussi d'un défi pour l'avenir : la réhabilitation des territoires, le retour des populations dans leurs foyers, la reconstruction de l'économie et de la société** sont impossibles sans un déminage systématique et un soutien aux personnes touchées. **C'est pourquoi la lutte contre le risque lié aux mines n'est pas seulement une question de sécurité, mais aussi une question de dignité humaine, de droit à la vie et d'avenir.**

3. Impact humanitaire

Besoins humanitaires et impact sur les civils

Dans les zones de front, où l'intensité des bombardements et des destructions est particulièrement élevée, on estime à 3,5 millions le nombre de personnes vivant à moins de 50 km de la ligne de front, dont environ 3,1 millions auront besoin d'une aide humanitaire en 2026. Une part importante de ces besoins est directement liée aux risques posés par les mines et les munitions non explosées, qui limitent l'accès au logement, aux services et aux moyens de subsistance, constituant une menace constante pour la vie des civils.¹¹

« En Ukraine, un fort attachement au lieu, à sa propre terre et à son foyer fait que de nombreuses personnes, en particulier la génération plus âgée, sont réticentes à partir, malgré les risques de contamination par les mines. Ce lien maintient les familles en danger, limitant leur vie et augmentant leur risque. Malgré l'utilisation aveugle et non tactique des PFM de l'armée russe comme arme de terreur contre les civils. Même

¹⁰ Nations Unies Ukraine, Analyse de la situation relative aux droits des personnes handicapées en Ukraine.

¹¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Plan d'intervention humanitaire pour l'Ukraine 2026 – Section 1.2 : Besoins humanitaires et risques. Disponible à l'adresse : [Analyse de la situation des droits des personnes handicapées en Ukraine](#)

après quatre ans d'invasion à grande échelle – et pour beaucoup, plus d'une décennie de guerre – la force de ce lien reste frappante. Cela conduit à une réticence à quitter les régions de première ligne, ce qui augmente d'autant la probabilité de vivre dans des zones contaminées et d'être exposé à des risques plus élevés. » Alexandra Kennett, coordinatrice HMA, Conseil danois pour les réfugiés en Ukraine

« À Mykolaïv, nous avons eu un cas dans le parc municipal « Dubky » – un lieu où les gens se promènent, courent et passent leur temps libre. Nous y avons découvert deux champs de mines contenant 46 engins explosifs qui représentaient une menace mortelle pour chaque visiteur. Cela montre que le danger des mines existe non seulement sur les lignes de front, mais aussi dans des lieux qui devraient être sûrs et propices à la détente pour les civils. Chaque mètre déminé dans de tels endroits signifie une vie sauvée. » Ivan Kubrak, coordinateur du programme de déminage, DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

Plus de 500 000 enfants en Ukraine fréquentent des écoles situées dans des zones contaminées par des mines et, parallèlement, une victime de mine sur neuf est un enfant.¹² Le danger est partout. Les enfants rencontrent des engins explosifs sur le chemin de l'école, dans les cours de récréation, dans les forêts et même à l'intérieur de leurs maisons. 40 % de tous les incidents se produisent dans l'enceinte des écoles ou sur le chemin de l'école.¹³

« Le danger des mines fera partie de nos vies pendant de nombreuses années, voire des décennies. C'est pourquoi les règles de conduite relatives à la sécurité face aux mines doivent devenir aussi familières que le code de la route – de l'enfance à l'âge adulte. Il s'agit d'un problème extrêmement grave qui nécessite un travail systématique à tous les niveaux, de la politique gouvernementale et de l'éducation aux communautés locales. » Ivan Kubrak, coordinateur du programme de déminage, DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

Risques accrus pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays : le déplacement en Ukraine ne se résume pas à la perte de son foyer ; il implique également de faire face à des risques mortels lors de la tentative de retour, car les zones nouvellement accessibles restent souvent dangereuses et contaminées par des mines ou des munitions non explosées. De nombreux déplacés rêvent de rentrer chez eux, mais les routes, les champs, les berges et les zones résidentielles recèlent des dangers cachés qui continuent de faire des victimes et de causer des blessures. Pour réduire le nombre de victimes et garantir une réinstallation dans la dignité, les déplacés ont besoin d'une sensibilisation continue aux risques liés aux mines, d'une planification sûre de leur retour et d'un soutien humanitaire permanent.

« Les mines terrestres constituent le type de contamination le plus dangereux, car on ne sait jamais où elles sont dissimulées. Les ingénieurs militaires russes les ont camouflées sous terre, ont modifié leurs réglages d'usine et ont laissé des « surprises » dans les zones peuplées après leur départ. Les progrès de la technologie moderne permettent désormais la pose de mines à distance à l'aide de drones. Cela crée un danger combiné qui continuera de nous menacer pendant des années. Pour la population civile, il s'agit d'une peur constante et d'une menace invisible contre laquelle il est impossible de se protéger

¹² Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine, quatre ans après : fiche d'information (16 février 2026). Disponible à l'adresse : [2026-02-16 HRMMU Four Years On fact sheet 2.pdf](#)

¹³ Sécurité minière en Ukraine : les enfants, rapport GlobalGiving. Disponible à l'adresse : [Ukraine Mine Safety Children GlobalGiving Report 1.pdf](#)

« par ses propres moyens ». Yuriy Sereda, responsable régional des levés non techniques, FSD (Fondation suisse de déminage)

Impacts sur l'agriculture et l'environnement

Depuis 2022, **les mines terrestres constituent l'un des facteurs les plus graves du déclin du secteur agricole ukrainien**. Des zones importantes restent en friche en raison des explosifs, ce qui entraîne une baisse des récoltes, des pertes de récoltes et une diminution des revenus des agriculteurs. Même dans les régions relativement sûres, les risques liés aux mines augmentent les coûts de production, découragent les investissements et compliquent la reprise. En conséquence, le secteur agricole, qui est essentiel à la sécurité alimentaire de l'Ukraine et du monde, subit des pertes à long terme et nécessite des programmes de déminage à grande échelle pour restaurer son potentiel¹⁴. **La contamination par les mines est restée un obstacle majeur au développement agricole et à la relance verte**. Elle a entravé l'utilisation de terres fertiles, limité les investissements et menacé la sécurité alimentaire. L'Ukraine restait l'un des pays les plus minés au monde, ce qui rendait difficile la réalisation de son potentiel en tant que fournisseur mondial de céréales et leader de la relance résiliente au changement climatique¹⁵.

« Actuellement, la priorité est donnée au déminage des terres agricoles et des routes, ce qui est une bonne chose, mais le déminage ne peut se limiter à ces seules zones. Les ceintures forestières, les réservoirs et d'autres zones utilisées quotidiennement par la population restent dangereuses et nécessitent une attention particulière. Il s'agit de zones situées en périphérie des terres agricoles où les habitants de la communauté ramassent du bois de chauffage, vont chercher de l'eau ou passent simplement du temps, et qui ont tout autant besoin d'être déminées. » Mykola Vihirinsky, directeur des opérations adjoint, Association ukrainienne des démineurs

À ce jour, les régions de Kharkiv et de Kherson restent les plus minées de toutes les zones nouvellement accessibles, car les troupes russes y sont présentes depuis longtemps. Les forces russes ont fait preuve d'une ingéniosité inquiétante dans l'utilisation de pièges, les attachant, selon certaines informations, à des animaux et à des restes humains, et posant des pièges doubles ou triples sur les routes, dans les champs et dans les forêts. Des rapports indiquent également que des terres agricoles ont été délibérément contaminées par des engins explosifs, rendant les terres incultivables et dangereuses pour toute activité économique.

« Dans la communauté d'Oskil, en région de Kharkiv, la prévalence des PFM était flagrante. Même après un déminage d'urgence, les familles se sont retrouvées avec des jardins contaminés, une mère n'osant plus laisser ses enfants jouer dehors. Ces zones semi-urbaines sont négligées, car les efforts de déminage donnent la priorité aux grandes terres agricoles, créant ainsi une lacune dangereuse dans la prestation de services. Cela souligne le besoin urgent de structures permettant aux ONG de répondre aux risques au niveau communautaire, en travaillant avec une priorité sur l'impact plutôt qu'en se concentrant uniquement sur les impératifs économiques. Comment cette mère peut-elle garantir la sécurité de son jardin – pour ses modestes récoltes, et surtout, pour que ses enfants puissent jouer ? » Alexandra Kennett, coordinatrice HMA, Conseil danois pour les réfugiés en Ukraine

Les mines et autres munitions non explosées sont extrêmement toxiques pour l'environnement : elles endommagent les sols, car les débris d'explosifs libèrent des métaux lourds tels que le chrome, le zinc, le fer, le cuivre et le mercure ; ceux-ci finissent par s'infiltrer dans les nappes phréatiques et contaminent le Dniestr, le Dniepr et le Seversky Donets

¹⁴ Marché céréalier en Ukraine 2025. Disponible à l'adresse : [Grain-Market-in-Ukraine-2025_ukrainian.pdf](#)

¹⁵ Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, Mines terrestres et utilisation des terres : débloquent la relance rurale et climatique de l'Ukraine. Disponible à l'adresse : [ISPI Landmines and Land Use: Unlocking Ukraine's Rural and Climate Recovery](#)

, affectant ainsi gravement la sécurité de l'approvisionnement en eau. Les mines déclenchées par les animaux provoquent des incendies de forêt, entraînant une migration massive de la faune sauvage et une biodiversité dévastée. **Près de 44 % des réserves naturelles et des parcs naturels d'Ukraine (environ 900) sont actuellement sous occupation ou situés sur des territoires où les combats font rage. 30 000 km² de forêts ont été touchés par la guerre et feront également l'objet d'une inspection de déminage.**

Les besoins en matière de déminage des mines marines ancrées et flottantes en mer Noire, ainsi que sur les rives du Dniepr, du Dniestr et du Seversky Donets, n'ont pas encore été évalués, mais sans une telle évaluation et le déminage qui s'ensuivra, il n'y aura pas de retour à une navigation normale et l'utilisation sûre des ports et des ports maritimes commerciaux sera très fortement limitée, voire impossible.¹⁶

Besoins en matière de relèvement et de reconstruction

Depuis l'escalade du conflit en 2022, **l'Ukraine est devenue l'un des pays les plus contaminés par les mines au monde.** Selon la cinquième évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA5), **les besoins totaux en matière de relèvement et de reconstruction pour la gestion des risques liés aux explosifs sont estimés à 27,6 milliards de dollars pour la période de dix ans allant de 2026 à 2035**¹⁷.

« Les Ukrainiens vivent aujourd'hui au milieu de la plus grande zone minée au monde. Dans les régions orientales et méridionales du pays, les mines et les engins explosifs restreignent la vie de chaque personne, des champs, des forêts et des parcs jusqu'à leur propre domicile. C'est une menace constante qui rend impossible de se sentir en sécurité où que ce soit. La particularité de notre situation réside dans le fait que le déminage humanitaire se déroule parallèlement à des hostilités actives, et tant que la guerre se poursuit et que le territoire n'est pas déminé, chaque Ukrainien est contraint de vivre dans un sentiment de danger et de peur. » Ivan Kubrak, coordinateur du programme de déminage, DanChurchAid & Norwegian Church Aid en Ukraine

4. Le système de déminage en Ukraine

Le système de déminage en Ukraine fonctionne comme une structure à plusieurs niveaux coordonnée par l'État en coopération avec des partenaires internationaux et nationaux. Les principaux acteurs sont le **ministère de l'Économie, en tant que coordinateur national, le Centre ukrainien d'action contre les mines (UANMAC) relevant du ministère de la Défense, et le Service national des situations d'urgence, aux côtés d'opérateurs humanitaires internationaux et d'ONG nationales.** Des bailleurs de fonds tels que l'UE et les gouvernements partenaires fournissent un financement essentiel. Le système combine le déminage humanitaire pour permettre le retour en toute sécurité des civils, des levés non techniques pour identifier les zones dangereuses, des programmes de sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs à l'intention de la population, et l'intégration du déminage dans les processus de relèvement, en particulier dans le secteur agricole.

« Il est impossible de prédire combien de temps l'Ukraine aura besoin pour déminer son territoire. La guerre se poursuit, la ligne de front se déplace et les acteurs humanitaires ne sont pas autorisés à travailler à moins de 20 kilomètres de celle-ci, ce qui rend les niveaux de contamination inconnus. Dans les territoires stables, tels que la région de Kiev, le déminage progresse à un rythme rapide, tandis qu'à Kharkiv, la proximité du front et les bombardements constants compliquent les progrès. Néanmoins, certaines parties des terres agricoles

¹⁶ Le déminage en Ukraine, rapport de la Fondation États-Unis-Ukraine.

¹⁷ Ukraine - Cinquième évaluation rapide des dommages et des besoins (RDNA5) : février 2022 - décembre 2025

considérées comme prioritaires pour 2024–2025 ont été déminées. Le nombre croissant d'opérateurs agréés permet d'accélérer les travaux, mais sans savoir quand la guerre prendra fin, il est impossible d'évaluer ni l'étendue totale de la contamination ni le calendrier du déminage. » Yuriy Sereda, responsable régional des levés non techniques, FSD (Fondation suisse de déminage)

Selon la **Stratégie nationale de lutte antimines 2024–2033, l'Ukraine vise à déminer jusqu'à 80 % des zones nouvellement accessibles en dix ans**¹⁸. La stratégie définit des priorités pour renforcer les capacités institutionnelles nationales, coordonner les efforts avec les partenaires internationaux et intégrer la lutte antimines dans des cadres plus larges de relèvement et de reconstruction. Elle met également l'accent sur l'aide aux survivants et sur des approches inclusives afin de garantir que les communautés touchées puissent retourner chez elles et se reconstruire en toute sécurité. Cependant, le système est confronté à des défis de taille : l'immensité des zones potentiellement contaminées et leur variabilité en raison de la phase active de longue durée de la guerre, la complexité des munitions modernes, les risques élevés pour les démineurs, ainsi que la nécessité d'un financement stable et d'un soutien international durable.

« L'un des obstacles majeurs au déminage humanitaire à l'heure actuelle est la présence constante de drones de reconnaissance de la Fédération de Russie, qui surveillent en permanence ce qui se passe dans les zones proches de la ligne de démarcation, après quoi, malheureusement, des frappes sont menées à l'aide de drones de combat ou de missiles. » Yuriy Sereda, responsable régional des levés non techniques, FSD (Fondation suisse de déminage)

Les données présentées dans cette fiche d'information démontrent l'ampleur et la complexité sans précédent de la contamination par les mines terrestres et les restes de guerre en Ukraine, ainsi que ses conséquences humanitaires dévastatrices. Les civils restent sans protection, confrontés quotidiennement à des risques pour leur vie, leur santé et leurs moyens de subsistance, tandis que le relèvement et la reconstruction sont gravement entravés. Tant l'utilisation généralisée de mines par la Russie que la suspension par l'Ukraine de ses obligations au titre du Traité d'interdiction des mines constituent de graves menaces pour les normes internationales et créent de dangereux précédents. Pour faire face à cette crise, une action urgente et coordonnée des autorités nationales, des donateurs et de la communauté internationale est nécessaire afin de protéger les civils, d'accélérer le déminage et de garantir une aide centrée sur les survivants.

5. Recommandations

- **À l'intention des autorités russes :** La Fédération de Russie doit cesser immédiatement l'utilisation de mines antipersonnel et de pièges activés par les victimes, qui sont interdits par le droit international humanitaire. La Russie doit respecter ses obligations au titre de la Convention sur les armes classiques et du Protocole II modifié, mettre fin au déploiement de mines par des drones et d'autres moyens à distance, et assumer la responsabilité des dommages considérables causés aux civils et à l'environnement par ses actions.
- **À l'attention des autorités ukrainiennes :** L'Ukraine doit respecter pleinement les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et s'abstenir d'utiliser des mines antipersonnel en toutes circonstances, malgré la suspension annoncée. Les autorités doivent donner la priorité aux opérations de déminage à grande échelle, intégrer la lutte contre les mines dans les cadres nationaux de relèvement et garantir l'aide aux survivants en tant qu'élément central de la reconstruction, en accordant une attention particulière aux personnes handicapées, aux enfants et aux communautés rurales.

¹⁸ Stratégie nationale de lutte contre les mines de l'Ukraine 2024-2033. Disponible à l'adresse : [STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LES MINES](#)

- **Aux donateurs** : Les gouvernements et institutions donateurs devraient continuer à financer les programmes de déminage, de remise en état des terres et d'aide aux victimes en Ukraine. La lutte antimines doit être intégrée dans des cadres plus larges de relèvement et de reconstruction, notamment dans les domaines de l'agriculture, du logement et des infrastructures, afin de garantir une réinstallation en toute sécurité et une reprise économique durable. Les donateurs devraient également soutenir des services inclusifs centrés sur les survivants, notamment des programmes de réadaptation, de soutien psychosocial et de moyens de subsistance.
- **À la communauté internationale** : La communauté internationale devrait renforcer son action de sensibilisation mondiale contre l'utilisation d'armes interdites, défendre l'intégrité du Traité d'interdiction des mines et rejeter tout précédent de suspension en cas de conflit armé. Les États parties et les acteurs humanitaires doivent continuer à documenter et à dénoncer l'utilisation des mines, à mobiliser la pression politique pour protéger les civils et à veiller à ce que la lutte antimines reste une priorité dans la réponse humanitaire et la planification du relèvement.

Publié par Handicap International – Humanity & Inclusion Site web :

<http://www.hi.org>

Cette publication a été élaborée par Humanity & Inclusion (HI) à des fins de plaidoyer, conformément à son mandat humanitaire. Les références aux traités et conventions internationaux, y compris le Traité d'interdiction des mines (MBT), sont basées sur des informations accessibles au public et des documents officiels. Bien que tout ait été mis en œuvre pour garantir l'exactitude et le traitement éthique des données, HI ne peut garantir l'exhaustivité des sources externes. Ce document est destiné uniquement à éclairer le plaidoyer et le dialogue politique, conformément à la mission humanitaire de HI.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France (CDCS) et de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Les points de vue et opinions exprimés ici sont ceux de l'auteur ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles des gouvernements français et suisse.

Première publication en avril 2026, © Handicap International.

Handicap International est enregistrée en France sous les références suivantes : N° SIRET : 519 655 997 00038 - Code APE : 9499Z.

Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais peut être reproduite par tout moyen, sans frais ni autorisation préalable, à des fins pédagogiques, mais non à des fins de revente. Pour toute reproduction dans d'autres circonstances, une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès de l'éditeur, et des frais peuvent être exigés.

Légende de la couverture : Route traversant la région de Kharkiv, champs minés et maisons et jardins voisins des habitants. Septembre 2025. © L.Hutsul / HI